



CDEN du 20 décembre 2013

Déclaration de la FSU11

Point de rentrée

Lors de sa conférence de presse de rentrée, Monsieur le Ministre de l'Education nationale a souhaité que « *le changement se marque tout de suite* » et il a même précisé « *des changements importants ont lieu dès cette rentrée* ». Après plus de 5 ans de mépris, de contre-réformes tous azimuts, de suppressions massives de postes et de dégradations sans précédents des conditions de travail, les enseignants aussi aspirent au changement. Ils espéraient qu'avec les ambitions affichées par le nouveau gouvernement, on allait enfin pouvoir inverser le cours des choses, mais ils sont bien obligés de constater que ce n'est pas le cas ! Et c'est aujourd'hui, le plus souvent, la déception et la colère qui sont au rendez-vous.

A commencer par le gel des salaires - sujet sur lequel le projet de budget 2014 n'apporte aucune amélioration – un gel qui se traduit désormais par une baisse du salaire net, vérifiable chaque mois sur la feuille de paye. Par conséquent, cette situation étant inédite depuis la Guerre, on comprendra que le discours sur la reconnaissance du métier d'enseignant ne passe pas, particulièrement dans le 1er degré français, pointé du doigt par diverses études internationales. Chacun sait calculer : la prime de 323 € nets qui vient d'être octroyée aux professeurs d'école et qui sera versée en deux fois, ne couvre même pas les pertes accumulées depuis la mise en place du gel, mi 2010.

Déception également à propos des conditions de travail dégradées, dont nos élèves pâtissent toujours. Rappelons que le quinquennat précédent a laissé de profondes séquelles. Pour les résumer dans notre département, deux chiffres : de 2006 à 2012, le nombre de postes de professeurs des écoles réellement supprimés s'élève à 36, alors que, dans la période, même avec un recensement des 2 ans scolarisés très minoré dans le chiffrage officiel, la population scolaire est restée stable à + 22 élèves . Ainsi, la dégradation des conditions d'encadrement par rapport à 2006 s'élève à l'équivalent de 56 postes et à cela pourraient s'ajouter 29 postes pour conserver le taux de scolarisation des 2 ans au niveau de 2006.

Nous avons salué le coup d'arrêt aux suppressions de postes donné par le nouveau gouvernement l'an dernier. Mais à la faveur du battage médiatique autour de la refondation de l'école, nous étions en attente de mesures d'ampleur. Il n'en fut rien, bien que la FSU11 ait, à nouveau, indiqué l'absolue nécessité d'un plan d'urgence conséquent pour notre département, lors de la tenue des CTSD et CDEN de début d'année. Là encore, deux chiffres suffiront : une très insuffisante dotation de 9 postes (amputée de 4 postes déjà engagés lors de la carte scolaire 2012) pour faire face à 312 élèves supplémentaires soit 1 poste pour 62,4 élèves ; par rapport à la rentrée 2012, malgré les moyens injectés par le nouveau ministère, nous sommes donc en déficit de 16 postes d'enseignants pour conserver les conditions d'encadrement de la rentrée 2012 qui étaient déjà peu reluisantes. Rappelons que selon notre chiffrage de février dernier, pour améliorer de façon significative la scolarisation dans notre département, nous revendiquons au moins 108 postes : 68 postes pour pallier aux sureffectifs, 27 pour les rased, 10 pour le remplacement et 3 pour l'animation-soutien, sans compter le financement des nouveaux dispositifs.

Dans ces conditions, la disproportion entre la réalité, l'impact des mesures prises et l'emphase des discours nous paraît bien cynique eu égard à l'avenir de notre jeunesse. Ainsi, l'effort souhaité par le ministre pour la scolarisation des enfants de « 2 ans » ne restera que symbolique pour notre département. Et ce n'est pas l'affichage de 2 postes consacrés à cela qui fera oublier que notre département a subi une baisse constante dans ce domaine, passant de 45 % de 2 ans scolarisés en 2000 à 12 % en 2012. Cela a eu pour effet de mettre à mal la tradition d'accueil des 2 ans importante dans notre département rural.

Ainsi également le dispositif « plus de maîtres que de classes », pour lequel plaide le SNUipp depuis des années. A peine 2 postes lui ont été dédiés, pour les 31 104 élèves que compte

notre département. Sachant que la dotation académique pour la rentrée 2014 s'élèvera à 130 postes à répartir entre les 5 départements et que des consignes ministérielles ont déjà été données pour baisser de 2/3 l'effort sur le dispositif « maîtres supplémentaires », on peut mesurer combien là aussi l'affichage ministériel n'en reste qu'au symbole, très loin de la revendication portée par le SNUipp-FSU de 3 maîtres pour 2 classes !

Pour un département qui se trouve en 30ème position au niveau rural et qui vient de remonter à la deuxième place au niveau des difficultés sociales, est-il bien raisonnable de laisser le taux d'encadrement (P/E) se dégrader au point de rejoindre la moyenne nationale ?

Pour la FSU, sans un plan d'urgence, notre département ne pourra pas retrouver des conditions d'apprentissage qui, en instaurant une vraie priorité pour l'école primaire, portent l'ambition de la réussite pour tous les élèves.